

<https://ricochets.cc/France-de-l-obsession-securitaire-au-totalitarisme-policier.html>



France : de l'obsession sécuritaire au totalitarisme policier

- Les Articles -

Publication date: jeudi 4 mars 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Depuis des années les lois et mesures répressives et de surveillance s'empilent, avec une nette accélération sous le régime macroniste.

On subit à présent un projet politique assumé, l'organisation d'une société de surveillance généralisée qui vire au totalitarisme.

LE SÉNAT VALIDE LES AMBITIONS TOTALITAIRES DU GOUVERNEMENT

Mercredi 3 mars, la Loi Sécurité Globale déjà adoptée en novembre à l'Assemblée Nationale, passait devant la commission des lois du Sénat. Sans surprise, le texte adopté hier par les sénateurs et sénatrices est aussi sécuritaire que celui adopté plus tôt par les député.e.s.

; C'est derrière des portes fermées que les discussions se sont tenues ce matin au Sénat. Dans un débat à huit clos, leur version de la proposition sur la Loi de sécurité globale a été adoptée en moins de 3 heures dans une opacité totale. Effarant, alors que nous vivons l'une des pires offensives contre les libertés individuelles et collectives de ces dernières décennies.

; L'article 24 voulant interdire la diffusion d'images des forces de l'ordre n'a pas supprimé mais réécrit. L'article se divise en deux infractions : une première sanctionne « la provocation, dans le but manifeste qu'il soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique, à l'identification » d'un policier ou d'un militaire ; une deuxième infraction sanctionne le fait de réaliser un traitement de données personnelles concernant des fonctionnaires sans respecter le règlement général sur la protection des données et la loi informatique et liberté. Ce qui donnera une marge de manoeuvre aux policier.e.s, et aux procureur.e.s le loisir de "caractériser l'infraction". Un moyen de cibler et d'entraver le travail de documentation des violences policières des collectifs et des médias indépendants.

; Généralisation de l'usage de drones : déjà utilisé de manière totalement illégale par les forces de sécurité lors de manifestations, sur les ZAD ou pendant le confinement, la commission adopte un texte qui donnera un cadre légal à l'utilisation de ces engins. Comme tout dispositif sécuritaire, d'abord cantonné à des marges de la population, en l'occurrence la surveillance des manifestant.e.s et des exilé.e.s aux frontières, l'usage de ces mouchards volants tendra à se généraliser dans le temps à tout l'espace public.

; Déploiement massif des caméras-piétons. Les vidéos captées par ces caméras que portent les fonctionnaires de police et de gendarmerie seront transmises en temps réel au centre de contrôle en vertu de l'application de la loi sécurité globale et permettront l'analyse automatisée des images. Rappelons que la police est déjà autorisée depuis 2012 à utiliser des logiciels de reconnaissance faciale pour identifier une des 8 millions de photos déjà enregistrées dans le fichier de traitement des antécédents judiciaire sur n'importe quelle image dont elle dispose (qu'elle vienne de caméras fixe ou mobile, de vidéo publiée sur internet, etc.) Avec cette loi liberticides, la reconnaissance faciale pourra être utilisée en direct lors des manifestations ou de patrouilles policières dans nos rues.

; Vidéosurveillance. Le code de la sécurité intérieure limitait actuellement le visionnage des images de vidéosurveillance aux seul.e.s agent.e.s de la gendarmerie et de la police nationale. Le texte de ce matin validerait l'extension des personnes pouvant accéder aux images de vidéosurveillance. Auront accès à ces vidéos les agent.e.s de police municipale et des villes, ou des services de sécurité de la SNCF et de la RATP entre autres.

; Loi Sécurité Globale, Loi Séparatisme, confinement, couvre-feu, régime d'exception permanent. L'obsession

sécuritaire du gouvernement nous enfouit toujours plus loin dans abysses de l'État policier. Un monde où tout est contrôlé, surveillé. Un monde sans vie, digne des pires dystopies totalitaires. Jour après jour, nos libertés reculent pendant que le pouvoir se dote de tout un arsenal technopolicier pour mater les prochaines révoltes et creuse inexorablement le lit du fascisme.

Post et visuel de Nantes Révoltée



France : de l'obsession sécuritaire au totalitarisme policier Drones, caméras, pleins pouvoirs à la police, reconnaissance faciale, fichage généralisée des opinions...

Tract du « collectif NON à la loi sécurité globale »

- ▶ [Document PDF à télécharger et imprimer \(autres formats\)](#)
- ▶ [Ce tract au format affiche](#)

Pendant l'occupation le couvre feu était à 20h, idem pendant la guerre d'Algérie...
En France nous n'avons jamais connu de couvre feu à 18h

NOUS SOMMES DANS 1984

La surveillance de masse c'est maintenant !

Ce n'est plus de la science fiction, c'est la réalité.

Plus de surveillance pour votre sécurité...

Rien à voir avec la situation sanitaire et pourtant ce sont bien des lois liberticides et de contrôle de la population qui sont en train d'être votées dans notre pays

La rue a demandé le retrait de l'article 24 (entre autre). Résultat ? Les peines ont été revues à la hausse et un nouveau délit inventé !!

L'île de France a perdu 2500 places de réanimation depuis mars 2020, en pleine pandémie. Des lits de réa continuent de fermer et des postes infirmiers continuent d'être supprimés partout en France
MAIS

L'état vient de commander 650 drones pour 4 millions d'euros : la priorité est bien de surveiller le peuple < Alors la question se pose : allons nous continuer à mettre à bas nos libertés fondamentales ou allons nous faire entendre notre colère S

(post FB)

Remarques

L'Etat et ses gouvernements a toujours voulu tout contrôler, c'est dans l'ADN de ces institutions, particulièrement en France.

Dans le cadre de ce système, on peut au mieux ralentir ce processus de planification sécuritaire et l'avancée de la technopolice.

Mais si on souhaite vraiment y mettre fin, faire autre chose, alors il faudra créer autre chose que l'étatisme, ou au moins réduire fortement sa puissance.

La gestion autoritaire et policière de la pandémie covid-19 est une ébauche de ce qui se fera au carré ensuite

Plus largement, cette inflation policière et sécuritaire est inhérente à la civilisation industrielle. La production de masse, la non-démocratie en vigueur, le contrôle des foules, les inégalités, la guerre menée aux pauvres et à la nature, etc. appellent inévitablement à des systèmes policiers de plus en plus durs et technologiques utiles au maintien du statu quo.

En cas de résistances et de graves crises, ces systèmes glissent vers le totalitarisme, le néo-fascisme, la dystopie intégrale.

La gestion autoritaire et policière de la pandémie covid-19 est un exemple et une ébauche de ce qui se fera au carré par la suite si la civilisation industrielle perdure.

PS:

4TUER LA LUTTE, LA FETE, LA VIE SOCIALE

► « Ils pourront couper toutes les fleurs, ils n'empêcheront jamais le printemps », Pablo Neruda

Le printemps arrive, le soleil revient, et le pouvoir semble bien décidé à empêcher par tous les moyens que la vie puisse reprendre ses droits.

¡ **D'un côté, le Premier Ministre Jean Castex annonce tranquillement, entre autres mesures liberticides supplémentaires, que les manifestations pourront « être interdites sur l'espace public » par les Préfets au nom de l'état d'urgence sanitaire. Précisément quand de nouvelles mobilisations s'annoncent à l'horizon, et qu'un ras-le-bol sourd parcourt la population.**

¡ De l'autre, on annonce à Nantes l'interdiction de boire un verre sur les berges. Des mesures similaires sont imposées ailleurs. A Nantes, jeunes et moins jeunes sortent massivement ces dernières semaines, à la faveur du beau temps, pour se retrouver le long de l'Erdre et de la Loire. Un petit retour à la vie nécessaire après des mois sous cloche, sans vie sociale. Une catharsis vitale. « Je vais mourir de dépression ou prendre des médicaments, fumer et boire toute seule si ça continue donc je préfère voir des potes » expliquait une étudiante au média France

Bleu. Cette prohibition supplémentaire donnera-t-elle envie à la jeunesse d'appeler à un apéro géant lors d'un samedi ensoleillé ?

Le pouvoir en place qui supprime des lits d'hôpitaux et verse des millions d'euros à des cabinets privés incompétents pour « gérer la crise » veut nous empêcher de lutter, de faire la fête, de vivre. Macron arrivera-t-il à nous voler le printemps ?

Post de Nantes Révoltée